

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À LA TÉLÉVISION BRITANNIQUE "INDEPENDANT TELEVISION NEWS", PARIS, JEUDI 18 OCTOBRE 1984.

18 OCTOBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous remercie beaucoup de nous recevoir. Je pense que dans les journées à venir, on parlera beaucoup des relations entre la Grande-Bretagne et la France et votre évaluation de l'état actuel de ces relations ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, je me réjouis de pouvoir me rendre en Grande-Bretagne, de pouvoir y séjourner, d'y rencontrer nos hôtes et d'abord Sa Majesté la Reine `Elisabeth II`, ainsi que les principaux responsables du Royaume-Uni. Ce sera également pour moi l'occasion d'adresser un message d'amitié au peuple britannique. Quant aux questions politiques, je répondrai à vos questions à mesure qu'elles se poseront. Le climat général est celui de deux pays voisins dont les relations sont bonnes. Deux pays dont, c'est une évidence, les réalités politiques, géographiques, commerciales sont différentes. L'histoire est comme ça. Il faut donc constamment ajuster les points de vue. Cela ne se fait pas toujours aisément, mais en tout cas pour ce qui me concerne j'ai toujours la volonté de les résoudre au mieux de nos intérêts communs.\

QUESTION.- Je me posais la question sur certains détails. Entre la Grande-Bretagne et la France, on a l'impression qu'assez souvent les deux pays marchendent un petit peu les petits bruits par exemple sur la dinde, sur les dindes, sur le lait longue conservation. Ces petits problèmes, est-ce que vous ne pensez pas que toutes ces petites choses rendent les relations plus difficiles et finalement les gens ne se sentent pas aussi proches qu'ils devraient se sentir ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez peut-être raison. Il est quand même important de constater que sur les grandes choses qui sont celles de la paix, de l'équilibre, de la civilisation, de la démocratie, de l'alliance, nous sommes d'accord - certes chacun selon son tempérament ou avec ses inflexions - mais d'accord. La vie quotidienne, en effet, comme celle de beaucoup de vieux couples n'échappe pas à la querelle. C'est vrai que j'ai remarqué qu'il y avait souvent une affaire de la dinde à la veille de Christmas `Noël`, ce qui rendait plus difficile l'importation de dindes françaises dans le Royaume-Uni. Je suppose que les dirigeants britanniques pourraient dire quelque chose de semblable à l'égard des productions françaises, ou du désir d'exporter des produits britanniques. Je dis cela avec un sourire bien que ce soit fort sérieux car il s'agit d'économie et souvent des intérêts très justes de très nombreux producteurs. Mais, enfin, ces problèmes on les traite et il faut qu'ils aboutissent car nous sommes dans la même Communauté. Si certains l'oublent, pas moi.\

QUESTION.- Le fond de ma question c'est qu'il y a des relations très étroites entre la France et l'Allemagne. Est-ce que vous pensez qu'il sera un jour possible d'atteindre la même intensité dans les rapports très très intenses entre les deux autres pays et la Grande-Bretagne ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite. L'Allemagne fédérale et la France sont très naturellement insérées dans la démarche européenne puisqu'elles font partie des six pays fondateurs. La question de la réconciliation franco - allemande après deux guerres mondiales, mais aussi d'autres guerres entre l'Allemagne et la France, a créé un -état ou un climat psychologique. Dès lors que l'on a surmonté cet antagonisme, les sentiments positifs se donnent davantage libre cours. Je souhaite qu'avec la Grande-Bretagne avec laquelle au-cours de ce siècle nous avons entretenu des relations intimes pour la défense même de notre liberté, on parvienne - cela ne doit pas être impossible, loin de là - à une confiance du même ordre.\

QUESTION.- Certains pensent que précisément, une chose qui pourrait beaucoup faire avancer les choses dans ce sens-là, ce serait la construction d'un tunnel sous la Manche ou d'un pont sur la Manche.

- LE PRESIDENT.- Je suis pour sans réserve. Si on me dit d'accord du côté de Londres ce sera vite fait.

- QUESTION.- C'est vraiment comme cela que vous voyez les choses, monsieur le Président, les réticences, les hésitations sont du côté britannique, pas du côté français.

- LE PRESIDENT.- Je n'accuse personne. Je dis que la France est d'accord d'avance. Je tiens à le

confirmer ici.\

QUESTION.- ... parler d'une Communauté. Je sais que vous avez des idées très arrêtées vous-même sur la manière dans laquelle il devrait s'élargir, exercer une très grande influence en Europe. Vous avez eu les résultats des élections européennes. Donc, vous savez qu'en Grande-Bretagne les gens sont quand même très tièdes. Que pourriez-vous dire ... aux gens en Grande-Bretagne, qui pourrait aviver leur intérêt pour leur engagement vis-à-vis du Marché commun.

- LE PRESIDENT.- Je ne prétends pas être plus convaincant vis-à-vis de l'opinion britannique que les dirigeants des différents partis du Royaume-Uni. Ce serait beaucoup de prétention de ma part et je craindrais que certains de vos compatriotes ne disent : "ah ces Français sont toujours des donneurs de conseils". Mais, enfin, si vous voulez que j'exprime une idée centrale, elle sera celle-ci. L'évolution du monde, le développement de deux grandes superpuissances, l'existence ou l'apparition de nouveaux pays très peuplés disposant de grandes richesses naturelles et qui aspirent à la puissance amène à réfléchir. Est-ce que les pays d'Europe, voisins par la géographie, qui appartiennent en fait à la même civilisation, dont les cultures sont complémentaires, qui pour s'être beaucoup combattus, se connaissent très bien, qui ont pu mesurer les désastres de la guerre, qui peuvent apprécier aujourd'hui le degré de leur faiblesse par-rapport aux empire, est-ce qu'ils ont à perdre ou à gagner, à renforcer leur union ? Moi, je pense que plus cette union sera forte et je vais même jusqu'à l'union politique, plus, et cela tombe sous le sens, l'Europe comptera dans l'équilibre mondial, mais aussi plus encore chacun de nos pays comptera dans le monde. Telle est ma conviction. Je souhaiterais qu'elle fût partagée par beaucoup de citoyens du Royaume-Uni.

- QUESTION.- Mais c'est là le problème, monsieur le Président, c'est d'arriver à ... l'imagination du peuple britannique. Il y a certaines choses que vous disiez vous-même à Fontainebleau, des idées comme le passeport, le drapeau, ce genre de chose peut être très utile et pourtant en Grande-Bretagne beaucoup de gens disent : non ce n'est pas encore pour nous.

- LE PRESIDENT.- Oui, je sais qu'il y a des réticences. C'est des amis personnels qui éprouvent ces réticences dans votre pays. Je pense qu'ils devraient regarder l'avenir plus en face mais j'ai confiance. Votre peuple est un très grand peuple, un des grands peuples de la terre. Je l'admire beaucoup et je suis sûr qu'il regardera l'avenir plutôt que le passé.\

QUESTION.- La Communauté a fait de très grands progrès et nous allons quand même vers une réforme profonde de la politique agricole commune et on s'oriente quand même vers un ensemble, un paquet de mesures concernant la discipline budgétaire.

- LE PRESIDENT.- Je suis tout-à-fait favorable à la discipline budgétaire. Je l'ai moi-même proposée lorsque j'ai assumé la présidence de la Communauté européenne, comme je l'avais fait auparavant. Il faut faire attention à trouver un point moyen car la réforme de la politique agricole ne peut pas correspondre à la disparition d'une politique agricole commune. Ce qui peut tenter certains. Comme, actuellement, la politique agricole commune est avec les tarifs préférentiels et l'unité douanière, le seul véritable fondement concret de l'Europe, faisons attention à ne pas saper l'un de ces fondements. C'est une question de bonne mesure.

- QUESTION.- Pensez-vous qu'on arrivera à un paquet de mesures pour la fin de cette année qui mettra fin à ces querelles très difficiles particulièrement ...

- LE PRESIDENT.- C'est mon vœu le plus cher. J'avais le sentiment que cela pouvait être réglé et bien réglé maintenant, c'est-à-dire avant la fin du mois d'octobre. L'expérience me démontre que cela prendra plus de temps encore. Mais je voudrais dire par votre intermédiaire aux différents responsables de l'Europe que s'ils ne parvenaient pas à se mettre d'accord cette année, en 1985, c'est tout l'édifice qui sera en péril.

- QUESTION.- Vous-même, vous pensez quand même qu'on peut compter sur la possibilité d'assembler ce paquet de mesures qui est tiré à la corde.

- LE PRESIDENT.- Oui, bien entendu. Mais on ne fait jamais rien sans volonté politique. C'est comme une opération chimique, comme une catalyse. S'il n'y a pas de catalyse, les éléments restent séparés. S'il y a catalyse, tout ça se réunit. Ça dépend donc de nous.\

QUESTION.- Mme Thatcher s'est occupée des questions européennes pendant trois années... Est-ce que vous pensez que sa méthode, son approche étaient justement ... utiles, ou est-ce qu'au contraire vous

pensez que la technique de Mme Thatcher consiste...

- LE PRESIDENT.- Comment voulez-vous que je procède à un examen critique de l'apport de Mme Thatcher à la construction de l'Europe ? Il y a des points sur lesquels j'ai apprécié son attitude et puis je me suis trouvé en certaines circonstances en controverse avec elle. Elle défend les intérêts de son pays et je défends les miens, naturellement. Nul n'a la vérité révélée à lui seul. Mais quelquefois j'aimerais voir les responsables de la Grande-Bretagne s'engager plus hardiment. Enfin, Mme Thatcher est une personne très positive. Au moins avec elle, on parle clair. Bien entendu, en disant cela je n'entre pas dans la politique intérieure du Royaume-Uni. Je n'en ai pas le droit. Ce qui ne m'empêche pas d'avoir mon opinion.\

QUESTION.- Pourrais-je vous poser la question suivante qui concerne l'évolution de l'Europe ? Certains disent que la seule manière de faire avancer les choses, ce serait que la Communauté abandonne le principe de souveraineté nationale de la part de chaque pays pour s'orienter vers un système de vote majoritaire ? Mme Thatcher est très nettement contre.

- LE PRESIDENT.- Vous savez, tous nos pays ont déjà renoncé à certains aspects de leur souveraineté nationale puisqu'ils adhèrent à des institutions : la Communauté européenne `CEE`, la Commission européenne, les Cours de justice européennes, de même que nous renonçons à certains aspects de notre souveraineté lorsque nous acceptons les arbitrages internationaux à La Haye par exemple. A tous moments, nous signons des accords maritimes, terrestres, aériens qui sont autant d'atteintes à la souveraineté. C'est cela la vie du siècle. L'essentiel est que l'on dispose souverainement de sa souveraineté, c'est-à-dire que ces renoncements soient libres et non pas imposés. C'est là que se trouve la distinction. Par-rapport à la Communauté européenne elle-même, à l'Europe comme on dit en terme un peu simplifié, je pense qu'il faut accroître le champ des décisions majoritaires. C'est d'ailleurs exactement l'esprit du Traité de Rome, esprit qui a été contrarié par la suite en faisant élargir le champ de l'unanimité. Mais l'unanimité, trop généralisée, est contraire au Traité de Rome. Je parle de cela parce que la France est signataire du Traité de Rome. Elle en a donc une connaissance particulière.\

QUESTION.- Puis-je poser une question de politique intérieure française ? Certains disent qu'au-cours des trois dernières années de votre mandat, vous êtes presque devenu un thatchérien vous-même et que s'ils examinent les mesures que vous avez prises pour réduire les dépenses publiques par exemple,... M. Mitterrand n'est plus socialiste et est en-train de s'orienter...

- LE PRESIDENT.- Ces gens ont une drôle d'idée du socialisme. Ils pensent que le socialisme, cela consiste à dépenser inconsidérément. Mais pas du tout. Le socialisme, comme toute autre forme honnête de gestion d'une communauté nationale, consiste à rechercher le bien commun et le bien commun n'est jamais atteint par les déséquilibres financiers. Sans vouloir rien retirer du mérite de Mme Thatcher, ce n'est pas thatchérien, c'est le simple bon sens qui a existé bien avant Mme Thatcher et moi, qui durera bien longtemps après. Nous sommes dans une crise. Il y a de très grandes distinctions à faire entre les choix politiques des grands partis démocratiques. Il ne peut pas y avoir d'identification entre le parti conservateur britannique, les partis conservateurs français et les divers partis socialistes démocratiques naturellement. Donc, ce sont des démarches différentes et le gouvernement de la France a adopté une démarche qui ne peut pas être confondue, absolument pas, avec celle des partis conservateurs. QUESTION.- On peut peut-être reprendre là-dessus qu'il n'est pas obligatoire que le gouvernement français suive exactement les mêmes méthodes que le gouvernement britannique.

- LE PRESIDENT.- J'ai appris quand j'étais enfant qu'il y avait quatre éléments : l'eau, la terre, l'air et le feu. Que l'on soit conservateur, socialiste, ce sont les mêmes éléments. Celui qui dirait : non je nie que l'eau existe, paraîtrait stupide. Mais la combinaison de ces quatre éléments peut varier. Chacun a certainement la conviction de mieux servir les hommes et son pays et vouloir réduire les comparaisons d'une façon trop simple, tromperait tout le monde. La façon de gérer un pays pour lutter contre l'inflation, pour lutter contre le chômage, pour obtenir un bon commerce extérieur, pour défendre sa monnaie, pour que les libertés soient protégées, ce sont les éléments au sein desquels on vit. C'est leur combinaison qui donne à tel ou tel choix politique sa signification. Cela dit, je ne veux pas que cette conversation soit perçue en quoi que ce soit comme une intrusion dans la politique intérieure de votre pays.\

QUESTION.- C'est clairement entendu monsieur le Président. Je peux vous poser encore une question là-dessus. en lisant la presse ce matin. un sondage qui donne votre popularité à 30 % et c'est à cela que

je faisais allusion en disant que... lorsque vous avez pris le pouvoir et que maintenant les gens ne sont pas très satisfaits de la façon dont vous exécutez ce que vous aviez promis de faire ?

- LE PRESIDENT.- Je crois pouvoir vous dire que la politique que j'ai conduite depuis 1981 s'inspire des mêmes principes, et poursuit les mêmes objectifs. Elle se trouve affrontée à la durée d'une crise mondiale dont il faut supporter les conséquences avec courage, en cherchant de toute son énergie à les transformer en progrès et en bien être. Cela exige des sacrifices de tous et de moi-même et d'abord des privilégiés, cela exige un consentement national profond, des transformations très importantes dans la structure de nos économies, particulièrement dans l'industrie. La modernisation ne peut pas produire immédiatement ses meilleurs effets. Nous sommes à ce moment-là de notre action, donc au moment le plus difficile.

- Mais je ne conduis pas la politique de la France au gré des sondages. Dans les grands moments de notre histoire, qu'eussent dit les sondages s'ils avaient existé ? Cela ne modifie donc en rien mon attitude, je suis essentiellement fidèle aux principes et aux modes d'action au nom desquels j'ai été élu et je demande à être jugé sur le temps qui m'a été confié par le peuple.\

QUESTION.- Une toute dernière question, monsieur le Président, sur certaines questions politiques. Un des sujets que vous évoquerez certainement avec Mme Thatcher, sur les relations Est-Ouest et vous examinerez certainement de très près les messages de M. Tchernenko, son interview au Washington Post ? Alors je demande si à ce stade vous pouvez dire qu'elle était votre réaction à cette interview de Tchernenko ou est-ce que vous avez un espoir que cela signifie qu'il y aura un dialogue, une négociation entre l'Amérique et l'Union soviétique, que cela peut démarrer ?

- LE PRESIDENT.- Je n'aime pas prononcer des jugements sur la base de faits que je connais mal. Et comme je ne suis pas dans la tête des dirigeants soviétiques, pas plus que je ne suis dans la tête des dirigeants américains mes appréciations seront donc extrêmement prudentes. J'ai cependant le sentiment qu'après le paroxysme de la tension politique et psychologique des mois d'octobre, novembre, décembre de l'an dernier et de certains moments, de l'année 1984 on devrait connaître après l'élection américaine une démarche plus conciliante de part et d'autre. Telle est mon intuition. Il faut dire aussi que la gravité de l'enjeu, la guerre tout simplement ou la paix, ne peut qu'inciter à une certaine sagesse. Mais vous savez, quand vous parlez de M. Tchernenko je n'oublie jamais que l'Union soviétique a perdu 20 millions des siens au-cours de la dernière guerre mondiale et que ce peuple courageux a tant souffert qu'il est vraiment difficile d'imaginer que ses dirigeants prennent un risque excessif. Je crois donc que la démarche vers une coexistence, plus équilibrée qui est normale, devrait prévaloir sur l'exagération des tensions.

- QUESTION.- Votre espoir c'est qu'après les élections américaines ce processus va aller de l'avant ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il devrait s'accélérer. Il a d'ailleurs pris le départ au-cours de ces dernières semaines, peut-être plus tôt que cela n'était prévu finalement.\

QUESTION.- Enfin, monsieur le Président, avec votre permission, nous sommes très intrigués par le fait que pendant votre visite en Grande-Bretagne, vous alliez à Dartmouth & manifestement c'est une période tout à fait extraordinaire de votre vie parce que vous appartenez à la Résistance mais, en fait, vous avez vu Dartmouth dans des circonstances très étranges. Est-ce que vous pourriez nous en parler un peu ?

- LE PRESIDENT.- Si je pouvais laisser aller ma curiosité du Royaume-Uni, le goût que j'ai de son histoire et de sa culture, il y a beaucoup d'endroits où j'aimerais aller mais je ne peux pas dire que tel endroit est préférable à l'autre. Il fallait choisir et parmi les étapes retenues, qui toutes sont intéressantes même si elles ne sont pas suffisantes pour faire le tour de ce pays, Dartmouth a l'avantage pour moi d'évoquer des souvenirs personnels. J'étais à Londres au moment du "blitz" en janvier - février 1944 & j'étais déjà à Londres à la mi-novembre 1943. J'ai vu ce que c'était que la résolution britannique dans ses heures dramatiques, le courage, le rôle déterminant joué par votre pays pour la paix du monde. J'en ai été témoin et acteur et c'est de Dartmouth que je suis parti un nuit, fin février, pour rejoindre la France et le combat de la Résistance française. De même que pendant mon passage à Londres j'ai pu connaître à cette époque, les lieux où la Résistance française avait ses points d'appui. Ce sont de grands souvenirs pour moi, ce sont de grands souvenirs pour nos pays et j'ai cru voir aussi dans cette visite de Dartmouth comme un signe de ma gratitude personnelle à l'égard du

peuple britannique. Si nous avons été capables de nous lier dans le drame décisif vécu à cette époque, nous devrions bien être capables aujourd'hui dans des circonstances moins graves d'agir de même. C'est mon souhait et mon espoir en tout cas.\